



HAL
open science

Still researching. La Syrie comme objet d'étude (des années 1980 aux années 2010)

Matthieu Rey, Manon-Nour Tannous

► To cite this version:

Matthieu Rey, Manon-Nour Tannous. Still researching. La Syrie comme objet d'étude (des années 1980 aux années 2010). *Maghreb-Machrek*, 2022, 1, pp.119-140. halshs-03674809

HAL Id: halshs-03674809

<https://shs.hal.science/halshs-03674809>

Submitted on 25 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

STILL RESEARCHING

La Syrie comme objet d'étude (des années 1980 aux années 2010)

[Matthieu Rey](#), [Manon-Nour Tannous](#)

La Découverte | « [Mondes arabes](#) »

2022/1 N° 1 | pages 119 à 140

ISSN en cours

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mondes-arabes-2022-1-page-119.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Still researching¹

La Syrie comme objet d'étude (des années 1980 aux années 2010)

Matthieu REY

Chargé de recherche, CNRS/Ifpo

Manon-Nour TANNOUS

Maîtresse de conférences, Université de Reims

RÉSUMÉ

Les *Syrian Studies* ont une histoire longue et connaissent un approfondissement par à-coups. En particulier, depuis les années 1980, elles oscillent entre appels à comprendre et coups d'arrêt, et ce largement en fonction des impératifs dictés par le régime. À partir d'une connaissance du terrain, du milieu de la recherche, et d'une exploration quantitative des productions sur le pays, nous analysons ce que nous appelons le « *still researching* ». Si le moment révolutionnaire de 2011 ne constitue pas directement une rupture pour les études syriennes, les chercheurs voient leurs conditions de recherches immédiatement modifiées, tout en étant sommés d'expliquer le bouleversement. Après la sidération, thématiques et cartographies de la recherche évoluent alors au gré des opportunités ou fermetures provoquées par le conflit.

MOTS-CLEFS : études syriennes, Syrie, guerre, terrain difficile

Still researching. Syria as an object of study (1980s to 2010s)

Syrian studies has a long history and has developed in fits and starts. In particular, since the 1980s, it has oscillated between calls for understanding and interruptions, largely due to the constraints imposed by the regime. Based on fieldwork of Syria, of the research community, and on a quantitative exploration of works published on the country, we analyze what we call “still researching.” If the revolutionary moment of 2011 did not directly constitute a rupture for Syrian studies, scholars saw their research conditions change immediately, while being called upon to explain the upheaval. After the shock, research themes and maps have evolved according to the opportunities or closures caused by the conflict.

KEYWORDS: Syrian studies, Syria, war, difficult terrain

1. Nous faisons écho au titre suggestif du film *Still Recording* [lissa 'am tsajjel], réalisé par Saaed al-Batal et Ghiath Ayoub, soulignant la poursuite de l'enregistrement des événements en dépit d'une dégradation violente de la situation.

Octobre 2019. À l'antenne de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) d'Amman, le colloque « Syria Today » s'achève². S'y croisent des figures travaillant sur la Syrie, certaines ont débuté leurs recherches dans les années 1970, d'autres après 2013. Toutes ont pratiqué l'enquête de terrain en Syrie ou s'y sont rendues régulièrement. Même si l'accès au pays est soumis à de nouvelles contraintes depuis le déclenchement des événements, reconfigurant leur approche de terrain, la Syrie est loin d'être désertée. Au contraire, depuis 2011, ce pays jusque-là secondaire dans les cursus doctoraux ou mastérisants des mondes européens et américains suscite un regain d'attention, compensant le relatif silence qui l'entoure depuis les années 1980.

Le présent article vise à comprendre comment, à l'heure d'intenses bouleversements, s'articule la production de savoirs en sciences sociales sur la Syrie – thématiques, méthodologie et volume de la recherche –, et le terrain, ce dernier étant largement fonction de la capacité du régime des Assad à maîtriser le discours et le territoire. Nous observons en particulier comment les milieux de la recherche sont amenés à s'intéresser à la Syrie au moment des crises. En cela, la Syrie ne déroge pas à la règle concernant les travaux sur la région : ils demeurent fortement conditionnés par une urgence de l'actualité, poussant, selon les termes de Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou [2022], à toujours parler de la situation « après » (Suez, 1979, etc.), chaque date constituant une césure jugée matricielle. Le mode d'écriture comme les modalités d'enquête semblent répondre à ces états exceptionnels. Aussi faut-il attendre 2011 pour que les éditeurs sollicitent des histoires générales du pays [Lesch, 2019 ; Reilly, 2019 ; Rey, 2018], anticipant le potentiel intérêt d'un public pour ce pays. La Syrie est donc symptomatique de la manière dont sciences sociales et changements socio-politiques dialoguent. Hamit Bozarslan [2015, p. 6] rappelle l'injonction faite aux premières de fournir des trames explicatives lors des bouleversements politiques, alors même que les chercheurs sont eux-mêmes désarçonnés par l'ampleur de l'événement. Dans le même temps, ces bouleversements confèrent une visibilité inédite aux aspects méconnus des sociétés.

Cet article est borné par deux césures. Dans les années 1980, la contestation, puisant dans les registres d'action hérités des ères ottomane et mandataire, gagne de larges segments de la population et est brisée par le Léviathan étatique qui musèle en retour la société : en 1982, en trois semaines, l'armée syrienne aidée par les services de renseignement écrase un soulèvement à Hama faisant entre 20 000 et 40 000 morts et détruit deux tiers de la ville, rafles et disparitions se prolongeant jusque dans les années 1990. Ces mobilisations et leur répression marquent un coup d'arrêt à l'essor d'études sur un pays pourtant doté de traditions de sciences sociales et historiques non négligeables. Dans les années 2010, la révolution

2. Voir le programme en ligne : <https://www.ifporient.org/colloque-29-09-2019/>

se meut en conflit qui provoque, selon l'ONU, la plus grave crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale. Dans un contexte de flux de populations de plusieurs millions de personnes, d'une violence généralisée et du déploiement d'une large gamme d'armements frappant les communautés humaines, le soulèvement de 2011 et ses suites guerrières constituent un appel à comprendre, amenant de larges secteurs producteurs de connaissance (chercheurs, experts, journalistes et éditeurs) à investir un terrain complexe et dangereux. Mais en dépit du poids de l'événement guerrier, le présent article ne s'intéresse pas à la guerre en tant que telle, ni à ce qu'elle fait aux sciences sociales. Candice Raymond et Pierre France ont souligné ce que cette situation faisait à la recherche, que ce soit en termes de polarisation interne ou d'intérêt scientifique [Raymond, 2013 ; France, 2018]. Il s'agit bien plutôt d'analyser la trajectoire d'un champ d'étude sur plusieurs décennies, pour saisir les mutations académiques et leur lien avec les évolutions du terrain.

Pour ce faire, notre travail s'appuie sur une approche impressionniste, par touches, néanmoins fondée sur une pratique de longue durée des mondes de la recherche sur la Syrie. Le matériel pour saisir les études syriennes est de deux ordres : les productions écrites – comprenant celles régies par les codes académiques et celles des milieux de l'expertise ou du journalisme – et les activités collectives, séminaires, conférences et programmes de recherches. Plutôt que de viser à l'exhaustivité, l'article repose sur une approche quantitative souple, destinée à vérifier des intuitions de recherche. Nous avons calculé à partir de Cairn ce qui se produisait sur la Syrie et exploré Proquest pour voir comment les *dissertations* américaines ou britanniques prenaient en compte ce terrain³. Par ailleurs, cet article est irrigué de toute une série d'observations glanées par les auteurs dans divers lieux de production de savoir. Notre démarche relève en cela de la « méthode modeste » mobilisée par Élisabeth Picard [2016] dans son étude des relations syro-libanaises afin de restituer les « petites choses du terrain » difficilement objectivables et quantifiables mais déterminantes pour la compréhension de la relation entre les études et leur objet.

Nous avons ainsi identifié quatre séquences temporelles. La première commence au tournant des années 1980. L'objet « Syrie » est alors réinventé au sein des places académiques en Occident. Le champ d'études est en croissance avec une accélération notable lorsque Bachar al-Assad prend le pouvoir en 2000. La seconde séquence (2011-2013) est le cadre permettant de saisir ce que l'événement révolutionnaire fait (ou non) à la recherche. Si 2011 ne constitue pas directement une césure pour les études syriennes, le décalage

3. Sur la seconde base, nous avons opéré un calcul annuel duquel ont été soustraits des mots-clés clairement détachés du champ de recherche des études contemporaines (études bibliques, archéologie, etc.). Préalablement, des vérifications avaient été menées sur un ensemble de cas pour s'assurer que de tels mots-clés faisaient apparaître des travaux éloignés du champ d'étude.

temporel de parution des productions scientifiques – l’effet d’appel en 2011 se traduit par une production différée à partir de 2014 – ne peut occulter le fait que les conditions de recherche changent immédiatement pour des chercheuses et chercheurs sommés d’expliquer le bouleversement. La troisième séquence s’ouvre en 2013. Le conflit génère des opportunités pour de nouveaux chercheurs et un renouvellement des approches du terrain, ainsi qu’une reconfiguration des thématiques et de la cartographie de la recherche. Une dernière séquence, débutant en 2016 et encore en cours, fera l’objet d’un bref propos conclusif.

Des années 1980 aux années 2000, le renouvellement d’un champ d’étude

Sylvia Chiffolleau [2006], coordonnant un numéro spécial de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* sur « La Syrie au quotidien : cultures et pratiques du changement », pointe une modification sourde mais bien réelle des études sur la Syrie. Elle constate un nouvel essor des productions académiques tant en volume qu’en objets de recherche, avec notamment une multiplication des approches anthropologiques. Faisant allusion à la représentation persistante de l’inaccessibilité du terrain et des entraves aux études sur ce pays, elle démontre par l’exemple qu’au cours des années 2000 s’opère un renouvellement générationnel – avec l’arrivée de nouveaux doctorants et jeunes chercheurs –, amenant avec lui des interrogations inédites tant d’un point de vue disciplinaire que thématique. Cette situation est en partie liée à l’état politique de la Syrie : l’arrivée au pouvoir, cinq années plus tôt, de Bachar al-Assad. Le « jeune président », comme le saluent les commentateurs, rencontre immédiatement l’intérêt critique des spécialistes de la Syrie.

Ce changement ne peut être compris sans saisir l’état de la recherche sur la Syrie depuis la première moitié du ^{xx}e siècle. Le pays fait alors l’objet de l’intérêt des chercheurs. Philippe Hitty, fondateur dans les années 1940 des premiers programmes étatsuniens consacrés au Moyen-Orient, développe un enseignement – et une recherche – sur le Levant de la Méditerranée à l’Euphrate. À Oxford, Albert Hourani propose dans les années 1950 à un de ses étudiants du nouveau Middle East Center au St Antony’s College, Patrick Seale [1965], de travailler sur les mutations politiques de l’après-guerre. Côté français, dans le cadre du mandat sur la Syrie mis en place au lendemain de la Première guerre mondiale, Robert Montagne et Louis Massignon mettent en place les premiers instituts de recherche à Damas (1922-1928), qui s’intéressent très tôt aux mondes du travail et aux idées politiques. Localement, un monde universitaire se forme dès les années 1920 à Damas, puis à Alep dans les années 1950, qui prend son essor à l’indépendance afin

de contribuer au récit national en construction. La Syrie fait donc partie des terrains privilégiés au sein des trois grandes traditions académiques occidentales (étatsunienne, britannique et française⁴) qui s'élaborent sur le Moyen-Orient contemporain et disposent de centres de savoir importants.

Une mutation se produit dans les années 1980. Si le pays reste l'un des pôles importants des études moyen-orientales, sans pour autant disposer des relais diasporiques qui auraient pu étoffer d'autant les effectifs de chercheurs (en comparaison du Liban ou de la Palestine par exemple), une rupture se produit avec la dégradation de la situation politique. Deux faisceaux d'événements expliquent le repli relatif des études. Après un affrontement de plus en plus violent entre des oppositions et le régime, ce dernier s'engage dans un processus de répression systématique de toute forme d'expression, intellectuelle et civile, qui ne suit pas sa doxa [Rey, 2018]. Comme l'énonce brutalement Michel Seurat au milieu des années 1980, un « désert de la tyrannie » s'établit sur la Syrie, soumettant l'espace du politique à une forte coercition, « dans la mesure où il est encore une sorte d'espace » [Seurat, 2012]. L'autre élément tient à la disparition du chercheur en mai 1986 et l'annonce de sa mort en détention quelques temps plus tard. Un tournant s'opère de manière conjointe en Occident, autour du principe de précaution. Alors que le pays se ferme du fait des pratiques tatillonnes (pour dire le moins) des services de renseignement, les milieux académiques doivent prendre en compte la disparition du chercheur comme un avertissement et être plus attentifs encore aux injonctions de précaution.

Cela n'empêche pas la poursuite des recherches, au sein notamment de l'Institut français des études arabes de Damas (IFEAD), fondé en 1922, qui bénéficie d'une grande tolérance de la part des autorités mais intègre dans son propre agenda les lignes rouges fixées par ces dernières : les sujets y sont choisis avec soin, avec un intérêt pour l'étude des minorités [Balanche, 2006] ou pour des thématiques – comme l'identité [Valter, 2002] – qui ne froissent pas le discours officiel. Cela ne signifie nullement une complaisance mais bien un choix sélectif pour un volume extrêmement restreint de chercheurs désireux de maintenir l'accès à leur terrain et prêts à affronter les difficultés administratives de la recherche, ces dernières dépendant étroitement du sujet, du lieu et du moment [Pierret, 2022]. De même, la crise économique des années 1980 devient un cas d'étude pour les politistes interrogeant la rente et ses lendemains, ainsi que l'adaptation des autoritarismes aux injonctions libérales internationales [Kienle & Seale, 1994 ; Perthes, 1997].

En parallèle, les milieux académiques connaissent au cours des années 1980, un profond renouvellement marqué, comme aux États-Unis,

4. Les auteurs ne maîtrisant pas l'allemand, ils n'ont qu'une vision très parcellaire de ce qui s'y produit. Ce monde académique sera donc exclu, hormis pour rappeler quelques figures marquantes ou représentatives.

par l'avènement de nouvelles normes et de nouvelles régulations. La bibliométrie s'impose progressivement comme mesure de production, et les *think tanks* deviennent des lieux privilégiés de réflexion scientifique. Ces mouvements accompagnent l'entrée en fonction de l'administration Reagan qui condamne les *arabists*, diplomates ou universitaires ayant appris l'arabe par une résidence de longue durée dans les pays arabes, comme experts de la région. Cette mutation affecte très rapidement les modes d'investissement de la recherche sur la région. En parallèle, les cursus universitaires s'orientent davantage vers des carrières délaissant une partie des sciences sociales : la génération formée par Albert Hourani accède à des postes à responsabilité les détournant du terrain. Les relais en Syrie passent en outre par les instituts étrangers, espaces facilitant les démarches de chercheurs. Quelques grands noms pratiquent la Syrie : Peter Sluglett étend ses enquêtes irakiennes à la Syrie, Raymond Hinnebusch écrit sur le parti Ba'ath et ses rapports à la société. Ils côtoient les chercheurs français dans les publications et institutions et se montrent prudents dans l'envoi d'étudiants sur le terrain.

Certains choisissent de conduire des recherches à partir de la documentation extérieure, comme Steven Heydemann. Cela explique la poursuite à basse intensité d'une recherche qui se focalise sur des objets sur lesquels portaient les études antérieures ou par les dynamiques régionales : rente ou régime politique priment sur l'étude de la société. La nouvelle centralité syrienne sur la scène régionale [Seale, 1989] attire par ailleurs l'attention des chercheurs, qui soulignent les jeux de bascule [Karsh, 1991 ; Lesch, 1992 ; Ma'oz, 1995]. Se structure dès lors une tradition durable : la Syrie devient également un haut lieu des relations internationales, permettant de scruter les agissements des autorités sur les autres [Seale, 1989 ; Tannous, 2017]. Autocensure et censure de terrain marquent encore une fois la recherche. Même l'historien palestinien d'obédience baathiste, Hanna Batatu [1999], est forcé de conclure son étude plus rapidement qu'il ne l'aurait souhaité.

Pour les chercheurs locaux, la tolérance au régime devient décisive : il faut tenir compte des lignes rouges tracées par ce dernier pour opérer. Pour ceux qui travaillent dans les institutions syriennes, le domaine du contemporain devient un espace problématique. Mohammad Farzat, auteur d'une thèse remarquée sur les partis politiques de l'indépendance, devient ainsi un pilier du département des études antiques à l'université de Damas. Par ailleurs, la recherche locale [El-Saleh, 2010 ; Hanafi & Arvanitis, 2016]⁵ se structure de plus en plus sur la capacité des chercheurs syriens à s'insérer dans les

5. En 2007, le Projet ESTIME soutenu par l'Ifpo avait permis la publication d'un *Répertoire des chercheurs en sciences sociales et des centres de recherche Liban/Syrie/Jordanie*, soulignant la centralisation étatique de la recherche en Syrie et sa faible internationalisation. Dans l'ensemble, la plupart des chercheurs s'inscrivent dans des instituts français ou allemands, localement.

réseaux institutionnels occidentaux : l'affiliation à des instituts ou le départ à l'étranger autorisent une liberté de recherche plus grande.

Parmi ces lieux de croisement, l'IFEAD conserve une prééminence : s'y côtoient dans les années 1990, Dick Douwes, Joshua Landis, Nadine Méouchy ou encore de jeunes doctorants comme Fabrice Balanche. Ils y rencontrent des chercheurs syriens confirmés comme Mohamed Dbayat, Sarab Atassi, entre autres. Néanmoins, travailler sur la Syrie constitue un facteur de marginalisation dans le champ académique, tout particulièrement aux États-Unis. Ainsi, Joshua Landis ne publie pas sa thèse [1997] et prend un poste en Oklahoma, y établissant pour deux décennies un des premiers centres des études syriennes étatsuniens. L'espace de visibilité offert au chercheur demeure conditionné au périmètre tacite fait de la position de la « Syrie » dans l'agenda scientifique occidental, et d'un dialogue académique et diplomatique avec les autorités syriennes. Or, ces dernières se figent alors que la grande question de l'heure devient la succession de pouvoir au profit de Bachar al-Assad.

À partir de 2000 s'opère un tournant politique. Les amorces de réformes proposées par le nouveau gouvernement de Bachar al-Assad ouvrent certains espaces de la société. Surtout, les dynamiques internes de la Syrie la rapprochent d'autres pays de la région, que ce soit par l'ouverture économique orchestrée par un régime en recherche de gains rapides, par la promotion d'un discours proche des standards du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et favorable à l'essor des ONG – dès lors qu'elles restent sous le contrôle du régime –, ou par des repositionnements internationaux n'excluant plus des discussions avec les autres puissances régionales (par exemple la Turquie). Plus encore, à la faveur de ce changement générationnel, le régime syrien devient un modèle à suivre pour les autres autocraties de la région, dont les présidents vieillissent. Les chercheurs et politistes confirmés, tels Elizabeth Picard, Steven Heydemann ou Raymond Hinnebusch, peuvent se saisir de la thématique de la transition héréditaire en république [Heydemann & Bouyssou, 2000 ; Heydemann, 2002 ; Picard, 2005]. Après la salve de travaux questionnant les orientations politiques du nouveau dirigeant, vient le temps de la « redécouverte » de la société syrienne et de ses expressions pluralistes.

Ainsi, un vaste collectif de travail se réunit dans les années 2000 pour produire une grande synthèse des travaux en cours sur les évolutions sociales et économiques du pays, et réactualise l'opus synthétique sur la Syrie, sous le titre *La Syrie au présent. Reflets d'une société* [Dupret et al., 2007]. Encore faut-il noter que la plupart des contributeurs collaborent de longue date avec des institutions étrangères en Syrie, le plus souvent après avoir mené leur thèse hors du pays. Ils inaugurent la multiplication des objets de recherche, renouant avec une situation prévalant dans les années 1970.

En dehors de ces champs et figures, il faut enfin noter la multiplication des travaux historiques. Les études sur la période mandataire débutent en 1997 [Méouchy *et al.*, 2004]. Immédiatement – et c’est l’innovation de ce moment –, elles comprennent une dimension régionale et comparative, questionnant aussi bien l’histoire de la Palestine, de l’Irak que celle du Liban et de la Syrie. Profitant des espaces d’opportunité offerts par une situation en mutation – en l’occurrence un événement exogène à la Syrie, à savoir la mise à disposition des archives françaises, puissance mandataire, conservées à Nantes –, des chercheurs confirmés tentent d’ouvrir de nouveaux chantiers. L’émergence de ce programme tient à deux personnalités : Nadine Méouchy et Peter Sluglett. Elle participe de l’avènement d’une nouvelle génération historienne en Syrie, et l’extension progressive des objets de l’histoire contemporaine [Neep, 2012 ; Rey, 2013].

Au milieu des années 2000, les champs d’études en langue française ou anglaise sur la Syrie connaissent un relatif essor. Le processus est favorisé par des réorganisations des mondes de la recherche dans différents pays. Les transformations des études doctorales en France contribuent à cette diversification poussant à ne plus produire la thèse d’État, hautement chronophage. De même, la fusion réalisée en 2003 entre les branches antique, médiévale, linguistique et contemporaine, au sein des instituts de recherche français, font du nouvel Ifpo (Institut français du Proche-Orient) un centre attractif capable d’accueillir des recherches, avec une antenne active à Damas. Ce modèle est reproduit en 2009 par la Grande-Bretagne qui inaugure avec Daniel Neep, un Council for British Research in the Levant. Le dialogue s’établit alors entre quelques lieux universitaires en France fortement intéressés par la Syrie (Aix-en-Provence et Lyon principalement) et ce relai local, qui produit un renouvellement des équipes et des thèmes, inscrivant davantage la Syrie dans les études sur le Moyen-Orient. Au Royaume-Uni encore, Raymond Hinnebusch fonde en novembre 2006 le Centre for Syrian Studies (CSS), à l’université St Andrews sur subvention de la Fondation Asfari. Seul centre de recherches dédié exclusivement à la Syrie, il met explicitement l’accent sur les réformes, les discontinuités et les dynamiques à l’œuvre dans le pays.

Au sein des universités étatsuniennes enfin, un regain d’intérêt pour le Moyen-Orient est attesté après 2001, pour des raisons de politique interne – dans le contexte postérieur aux attentats du 11 septembre – et avec une dimension sécuritaire marquée, au point que de nombreux étudiants font savoir qu’ils préfèrent poursuivre vers le renseignement plutôt que vers l’académie⁶. De même, cette décennie voit la montée en puissance des centres de réflexion (*think tanks*) qui doivent, dans l’urgence de 2001, répondre à une demande politique requérant de comprendre l’incompréhensible,

6. Entretien avec Elizabeth Thompson, Washington, septembre 2010.

les attentats [Vaisse, 2008]. Ces lieux deviennent des espaces de reconversion pour les experts de la défunte URSS, qui réfléchissent selon les mêmes termes, ceux de la transitologie et du conflit de civilisations. Cette concurrence dessert l'académie en concentrant les moyens de la recherche vers les centres de conseil, mais elle aboutit à une nouvelle promotion des études arabes et moyen-orientales décriées dans les années 1990 sans toujours pouvoir reconnecter universités, société et monde décisionnaire. À l'image du campus américain, les études académiques restent à la marge. La première moitié des années 2000 voit donc le redéploiement des activités des *think tanks* et l'avènement de nouvelles branches régionales. À partir de 2005, le bureau d'International Crisis Group peut migrer à Damas et étendre ses activités directement en Syrie.

Illustrant l'articulation entre le monde académique, son objet et la surveillance plus ou moins ténue exercée par le régime, ces différentes mutations attestent alors d'un mouvement lent en Syrie, à l'initiative et sous le contrôle des autorités, permettant l'ouverture de brèches et de nouveaux espaces de sociabilités et d'activités. L'architecture du régime évolue alors pour résister à un contexte géopolitique menaçant l'intégrité du régime de Bachar al-Assad. L'invasion en 2003 de l'Irak par les États-Unis, suivie en 2005 du retrait, brutal et contraint, de la Syrie au Liban force une redéfinition des politiques culturelles et économiques pour redorer l'image de la Syrie. En parallèle de ces mutations – en écho au numéro spécial de la REMMM susmentionné –, toute une série de jeunes chercheurs se lancent sur des thèmes variés à propos de la Syrie. Issus de toutes les sciences sociales, ils scrutent aussi bien la bienfaisance, le monde des oulémas, les mutations des pratiques de l'islam, les consommations urbaines, les nouveaux quartiers ou encore les relations entre culture et protestations [Pierret, 2011 ; Boëx, 2014 ; Ruiz de Elvira, 2019].

2011-2013, l'objet Syrie face à l'événement révolutionnaire

Les premières manifestations débutent en mars 2011. Elles prennent rapidement une ampleur nationale et font face à une répression de plus en plus violente. Au sein des cercles des *Syrian Studies*, les premiers commentaires se font prudents, devant une situation jugée exceptionnelle. Plus généralement, les spécialistes des mondes arabes suivent les développements tunisiens et égyptiens, qui amènent à des changements politiques rapides et s'inscrivent dans les capitales. En Syrie, au contraire, les protestations prennent de l'ampleur dans les marges du pays, alors que le centre est immédiatement verrouillé. En outre, la signification des événements est l'objet d'un combat entre oppositions et régime [Rey & Ruiz de Elvira, 2020]. Ce dernier indique les limites qu'il est prêt à tolérer de la part des

journalistes ou des chercheurs et chercheuses. Successivement, Daniel Neep se fait refouler à la frontière et Lisa Wedeen préfère écouter un terrain de plus long terme. Même si, comme le démontrent les séjours de Max Weiss, le terrain reste accessible, les universités anglo-saxonnes invitent par mesure de précaution leurs ressortissants à rentrer dès le mois de mars, sous peine, pour les étudiants, de perdre leurs frais d'inscription. Les menaces implicites du régime, couplées à un principe de précaution extrême, font que la scène de la recherche en Syrie est rapidement désertée.

Dans le même temps, une nouvelle demande inédite émerge sur les mondes arabes en général et la Syrie en particulier⁷. Pour une partie des chercheuses et chercheurs, le crescendo de la violence constitue un frein, l'injonction d'une analyse « à chaud » les empêchant d'enquêter en dépit de leur connaissance du terrain. Pour d'autres, l'imposition de la demande les force à puiser dans le stock de matériaux tout juste accumulé pour en tirer les premières conclusions. Cet état des lieux se reflète dans la grande rencontre scientifique des *Syrian Studies* : la conférence du centre de St Andrews (2012). Y assistent des chercheurs confirmés et des doctorants qui proposent des conclusions innovantes sur leurs thématiques, l'ensemble se retrouvant dans l'ouvrage qui en est issu [Hinnebusch *et al.*, 2015] : poids du phénomène des réfugiés sur la Syrie étudié à l'aune du cas des Irakiens, mutation de l'économie politique au cours des années 2000, renouveau de la société civile, etc. constituent autant de nouvelles perspectives qui prennent une signification inédite face aux bouleversements du terrain. C'est l'ombre portée des travaux antérieurs et des objets identifiés avant 2011, qui sert de points d'entrée sur la révolution syrienne. L'approche du terrain est alors contrainte par une triple injonction : opérer de manière discrète pour le chercheur de terrain dans les espaces définis par les relations entre régime et opposition ; dépasser la sidération et sortir des mécanismes de précaution ; chercher à déceler l'inédit qui advient, sans céder toutefois au piège de l'éternelle nouveauté.

En Syrie même, plusieurs mutations reconfigurent les possibilités de dire ce qui se passe. De 2011 à 2012, une série de menaces à l'encontre de la presse étrangère pousse les rédactions à plus de prudence. Cette chronologie sert aussi de toile de fond à la recherche. En avril 2011, le journaliste algérien Khaled Sidi Mohand disparaît pendant trois semaines dans les geôles du régime, il est exfiltré du pays à sa sortie. En juillet, les ambassades de France et des États-Unis sont la cible de manifestations, l'Ifpo ferme ses portes au public, seul le Danish Institute, jusque-là très secondaire dans le monde de la recherche, reste actif. En décembre, Jonathan Littell achève son reportage pour *Le Monde* [2012] quelques jours avant la mort du caméraman Gilles Jacquier sous des tirs de mortier. Enfin, début février 2012, trente ans

7. Voir le colloque « Le Printemps arabe. Enjeux et espoirs d'un changement », Institut du monde arabe, 16 avril 2011.

après les événements de Hama, le régime débute un bombardement intensif des quartiers rebelles à Homs, tout en ciblant expressément les journalistes entrés clandestinement en Syrie, tuant Rémi Ochlik, Marie Colvin et blessant Édith Bouvier. Alors que, dans les semaines qui suivent, de larges pans du territoire échappent au contrôle du régime, ses services n'hésitent pas, dans les espaces sous sa domination, à faire savoir ce qu'encourent toutes les figures intellectuelles. Parmi d'autres, Ali Ferzhat, caricaturiste, est enlevé en août 2011 par des agents du régime qui lui brisent les deux mains en guise d'avertissement ; en mars 2012, Hassan Abbas, chercheur sur la société civile syrienne et enseignant d'arabe à l'Ifpo, est roué de coups alors qu'il assiste aux funérailles de proches. Pour une partie des chercheurs syriens, le silence s'impose comme unique stratégie de survie. Cette montée de la violence extrême accroît le réflexe de précaution d'une part, et transforme d'autre part le terrain dans la mesure où le fait guerrier et son lot de catastrophes humanitaires deviennent prééminents.

En parallèle, de nouvelles formes de collectes d'informations apparaissent, dépendant étroitement des développements du camp opposant protéiforme. Les comités locaux de coordination, ces organisations militantes *sui generis*, disposent d'un bureau d'information en charge de fournir le plus de données factuelles aux organes de presse. Ils n'hésitent pas à entrer en contact avec les chercheurs, voire à les solliciter pour réfléchir à ce qui se déroule en Syrie. À l'extérieur, se développent de nouvelles méthodologies de travail, via l'enquête à distance, notamment par Skype, permettant le recueil de données mais limitant l'observation. Ce mode de production des matériaux contribue alors au cloisonnement des études syriennes tant il dépend des réseaux préalablement établis dans le pays par les chercheurs. La situation est paradoxale en ceci que le pays semble se fermer alors que des groupes issus de composantes variées de la population se montrent de plus en plus loquaces et désireux de discuter et de témoigner.

Cette situation explique dans une large mesure les nouvelles approches qui se développent fin 2011-début 2012 : la recherche d'un récit sur ce qui se passe. Parmi les entreprises variées, une telle ambition anime l'entreprise collective en français dirigée par Amin Allal et Thomas Pierret [2013] qui tente de réunir des contributions sur les événements et le devenir révolutionnaire. Illustrant l'extension thématique, deux contributions pointent la manière dont mobilisations par vidéo et contre-mobilisation du régime créent des espaces discursifs sur les bouleversements en cours.

Deux types de programmes collectifs émergent en 2012 : les démarches alliant chercheurs et décideurs pour réfléchir au « jour d'après » et les projets de recherche s'inscrivant dans des modalités académiques plus classiques (ERC, ANR, etc.). Parmi les premiers, signalons entre autres l'équipe réunie à Berlin (« The Day After, Supporting a Democratic Transition in Syria ») ou encore celle de « The Day After Project » structurée autour du United

States Institute of Peace (USIP) dirigé par Steven Heydemann. Le but est de produire une information mobilisable pour ne pas répéter le scénario irakien de 2003, qui avait vu un renversement de régime se produire dans un contexte de déficit de connaissances et sans anticipation des conséquences de ce changement majeur. Ces enquêtes participent d'une entreprise plus large où les décideurs politiques commandent une production de savoirs auprès des *think tanks*. De l'autre côté, comme l'illustrent les démarches de François Burgat, alors directeur de l'Ifpo de Damas en mars 2012, il s'agit de mobiliser les chercheuses et chercheurs susceptibles d'apporter des éclairages sur la situation. Il résulte de cela deux productions : un ouvrage collectif réunissant des contributions sur l'intérieur et les acteurs étrangers, par des chercheurs établis et doctorants ayant accumulé des matériaux pendant la période pré-révolutionnaire [Burgat & Paoli, 2013], puis un programme ERC dont un volet significatif a trait à la Syrie. Lancé à Amman, en octobre 2013, le programme Wafaw (When Authoritarianism Fails in the Arab World) questionne les soulèvements en cours depuis 2011, sous l'angle des nouvelles dynamiques de mobilisation et de la repolarisation des arènes politiques quand l'autoritarisme est défié.

Ces changements montrent comment, progressivement, une multiplication d'initiatives permet de mieux comprendre la Syrie et ses bouleversements. Nouveaux candidats pour des doctorats aux États-Unis, déploiement de recherches dans des *think tanks* qui jusque-là délaissaient ce pays, ou encore premières collaborations scientifiques sont autant de traductions de cet engouement. Effet bien connu de la guerre, la Syrie devient « à la mode ». Le pendant malheureux de cet attrait est un phénomène déjà identifié par Rosemarie Said Zahlan dans son livre posthume [2009] : l'apparition d'*instant experts*, désignant alors les commentateurs attirés par le Golfe à l'occasion de l'invasion du Koweït par l'Irak⁸ et l'analysant comme le simple prolongement de l'Égypte, du Liban ou de la Syrie.

Aussi, de 2011 à 2013, les chercheuses et chercheurs en études syriennes soit se consacrent à ajuster leur grille d'analyse, soit se maintiennent dans le silence sous le coup de la sidération. Pourtant, les attentes des milieux médiatiques, politiques et militants font qu'une demande importante demeure. Les réalités du terrain autorisent alors un accès inédit dans lequel s'engouffre une nouvelle génération de chercheurs, jusque-là extérieurs aux études syriennes.

8. Voir la recension croisée de Claire Beaugrand dans le présent numéro.

2013-2016, élargissement et dilution des *Syrian Studies*

En 2013, trois évolutions modifient le rapport de la recherche aux objets syriens. Dans un premier temps, une vaste portion du territoire est « libérée », selon la terminologie des opposants au régime, pouvant dès lors accueillir à nouveau les chercheurs. L'accès se révèle en premier lieu différencié par l'attitude des institutions d'appartenance devant le principe de précaution. Dans un second temps, les migrants syriens se multiplient sur les bordures de la Syrie et en Europe. Ils deviennent sujets d'étude dans le cadre des *Refugees Studies*, mais aussi intermédiaires donnant accès à d'autres populations à l'intérieur. Enfin, l'émergence de deux contre-champs, avec l'apparition de l'État islamique et du Rojava, confère une nouvelle attractivité à la région. Ces trois dynamiques concourent à attirer de nouveaux chercheurs qui ne s'inscrivaient pas jusque-là dans les études syriennes, ouvrant un dialogue entre plusieurs générations de chercheurs.

Tout d'abord, la méthodologie à partir de 2013 intègre des enquêtes multi-situées [Marcus, 1995], à partir des pays voisins mais aussi des diasporas en Europe ou en Amérique. La recherche est également invitée à intégrer des témoignages, venant de Syriennes et Syriens dont la parole est prolixo à la faveur de l'exil et pour lesquels l'attrait éditorial devient manifeste. L'« écriture habitée » [Al-Haj Saleh, 2016], marquée par la centralité de l'expérience personnelle – notamment celle des victimes –, devient une source [Yazbek, 2012 ; Karabet, 2013 ; Al-Haj Saleh, 2015 ; Le Caisne, 2017]. Plus généralement, le récit comme enjeu s'impose par les restitutions et les guerres de cadrage. Aussi la logique de l'administration de la « preuve » et les processus de désinformation plaident pour un retour au terrain. La question de sa centralité se pose selon de nouveaux paramètres : comment faut-il l'intégrer ? Au-delà du risque physique et des obstacles administratifs des institutions de rattachement, se posent les questions de la méthodologie de l'enquête et de la fiabilité des sources dans un contexte de renforcement autoritaire, de violence ouverte et de déstructuration des rapports sociaux.

En 2013, l'abandon par le régime de portions du territoire jugées inutiles pour sa survie crée deux espaces antithétiques. Au sein des espaces du régime, les conditions d'accès restent déterminées par l'obtention d'un visa et donc l'accréditation partielle des autorités de Damas. Une nouvelle scénographie se met en place, qui peut conduire les chercheurs au palais présidentiel. Ces derniers disposent de réseaux préalables dans le pays et, selon une justification proche de celle de journalistes, s'attachent à recueillir la parole officielle pour saisir les « coulisses » du conflit [Chesnot & Malbrunot, 2014], acceptant d'enquêter via un circuit balisé. Les thématiques des productions scientifiques s'en ressentent, avec un accent mis sur la dimension communautaire du conflit [Balanche, 2014 ; Valter, 2014]. De l'autre côté,

les réseaux opposants assurent la circulation des chercheurs, dans leur zone, jusqu'à l'avènement du califat. Si le Hauran est couvert par un accès distancié via Skype ou par discussions en Jordanie [Leenders, 2013], la faisabilité du terrain au Nord tient à la nature de la frontière avec la Turquie et à sa capacité à abriter des équipes de recherche qui sillonnent aussi bien quartiers identifiés d'Alep, villages et petites villes du plateau calcaire que mondes ruraux. Cela permet à des chercheurs – mais également des journalistes et des experts – de venir sur une base régulière, notamment à partir de la bataille d'Alep de 2012-2013, qui autorise la mise en place de nouvelles modalités d'organisation du territoire à travers des institutions civiles révolutionnaires [Glasman, 2014 ; Aljundi, 2014], une recomposition entre les différents groupes en charge de cette gestion territoriale [Baczko *et al.*, 2013], ainsi qu'une réorganisation de l'espace frontalier [Cimino, 2015].

L'accès dual au terrain entraîne deux ensembles de publications distincts, focalisés sur l'acteur dominant ces espaces. Pour les chercheurs enquêtant dans les zones contrôlées par le régime, il s'agit de montrer que celui-ci existe toujours ; pour ceux collectant des données au Nord du pays, de démontrer que ses opposants ont été prématurément condamnés sur le thème de l'absence d'alternative. Plus que leur traitement, le choix des objets de recherche contient une part de conviction chez les chercheuses et chercheurs pris dans une cristallisation entre des « camps » (et souvent ainsi catégorisés par les regards extérieurs). Cette crispation reproduit les affrontements passionnels intérieurs à la Syrie et est, d'une certaine manière, le produit direct des relations chercheurs/enquêtés. Dans l'urgence, il devient difficile de faire preuve de réflexivité sur la part militante de l'acteur, alors même que toute la situation assaille le chercheur d'autres questions et sensations, que celles sur lesquelles il travaille.

Deuxièmement, cet « appel d'aire » [Catusse *et al.*, 2021, à partir de Bennani-Chraïbi & Fillieule, 2002] ou l'« opportunité situationnelle » [Randall & Truc, 2010] que représente la guerre font émerger une nouvelle catégorie de chercheurs, qui découvre le pays par le prisme du soulèvement, de l'administration locale et du conflit armé. Un dialogue se crée entre les « nouveaux » et les « anciens » : les premiers ont pour eux un terrain récent, les seconds la connaissance de la société avant la guerre (mais déjà marquée par la violence politique). La question des seuils d'entrée imposés aux nouveaux arrivants, en matière de compétences linguistiques ou de maîtrise du terrain [Bourdieu, 1984], est au demeurant banale dans le monde académique. Plus intéressante est celle des conflits d'interprétation. Lors de la table-ronde « N'y aller que pour des prunes⁹ », organisée en mars 2013 à Aix-en-Provence, l'interrogation porte sur la notion de rupture et l'interprétation du changement sans avoir connu « l'avant » : la

9. « N'y aller que pour des prunes ». Observer et analyser les conflits violents : le cas syrien », organisé par Amin Allal & Olivier Grojean, Aix-en-Provence, 1^{er} mars 2013.

communautarisation s'est-elle accentuée, le périmètre de compétences des administrations a-t-il changé, le statut de la parole des jeunes dans la sphère familiale a-t-il évolué à la faveur de leur participation aux combats, etc. ? Se pose également la question de la montée en généralité à partir d'espaces limités, en évolution rapide et désynchronisés les uns par rapport aux autres. L'entreprise pilotée par Gilles Dorronsoro [Dorronsoro *et al.*, 2016], en prélude à un programme ERC sur les guerres civiles (« Social Dynamics of Civil Wars »), est à ce titre significative. Attestant d'une irakisation et une afghanisation des études sur le pays – c'est-à-dire d'une lecture de la crise syrienne à partir des outils mobilisés pour analyser celles vécues par ces deux pays –, elle montre comment le terrain syrien est balisé par des questionnements construits à partir d'autres terrains dits « difficiles », par exemple sur la question de la territorialisation des groupes armés.

La Syrie comme objet demeure aussi un lieu investi par les relations internationales qui prolongent une antienne forgée dans les années 1990. La certitude d'un dénouement rapide à la tunisienne ou à l'égyptienne (où la chute symbolique du dictateur a semblé clore une première séquence¹⁰) laisse place à une inscription dans un temps plus long dont il faut expliquer les causes. La trajectoire syrienne rejoint, à l'instar de la Libye et du Yémen, celle de pays transformés par la guerre et soumis à de puissantes dynamiques extérieures. Les analyses sur l'(in)action diplomatique accompagnent les tournants de la crise : les attaques chimiques de 2013, les négociations onusiennes de sortie de crise [Tannous, 2014], la mise en place d'une coalition de lutte contre le terrorisme à l'été 2014. Si les enjeux internationaux mobilisent des chercheuses et chercheurs travaillant sur le pays [Tannous, 2017, 2020 ; Hinnebusch & Saouli, 2019], ils sont également un point d'entrée pour les spécialistes des diplomaties des différents pays ou du multilatéralisme, la crise syrienne figurant comme un moment de reconfiguration de l'ordre international. Le cadre comparatif évolue alors : les référents ne sont plus la Tunisie ou l'Égypte mais l'ex-Yougoslavie et ses épisodes de sortie de crise.

Les développements syriens poussent aussi de nouveaux espaces de savoir à intégrer la Syrie dans leur recherche : de la Corée du Sud à Singapour, les *Middle Eastern Studies* en Asie sont animées par des chercheurs, des publications et des programmes autour de ce pays qu'ils connaissent mal. Alors que les premières interrogations étaient nées des questions pétrolières¹¹, la montée en puissance des intérêts asiatiques dans la région à partir du milieu des années 2000 conditionne l'ouverture de nouveaux départements,

10. Voir l'article de Chaymaa Hassabo & Choukri Hmed dans le présent numéro.

11. En 1973, devant l'embargo pétrolier décidé par l'OPEP, le Japon ne dispose plus que de 48h d'autonomie énergétique, ce qui le pousse à s'intéresser à la région, là où, de manière contemporaine, la République populaire de Chine dispose de nouvelles ressources avec la découverte du gisement de Daqing [Auzanneau, 2015].

à Singapour, puis en Corée du Sud, et enfin en Chine. L'ensemble de ces lieux pense un Moyen-Orient avec une forte focale golfienne – monde des hydrocarbures, en lien proche par les flux maritimes avec l'Asie de l'Est – accrue par la guerre en Irak. La crise syrienne devient alors un vecteur d'accroissement des connaissances sur la région, via l'Asian Federation of Middle East Studies Associations (AFMA). Ce positionnement reflète l'entrée de l'Asie sur la scène diplomatique, qu'il s'agisse de la Corée du Sud, partenaire dans l'humanitaire, ou de la Chine, appui politique du régime de Damas [Rey, 2015], mais aussi l'arrivée inédite de réfugiés syriens jusqu'en Corée du Sud.

Les études sur la Syrie intègrent par ailleurs de manière croissante les *think tanks* (Carnegie, Institute for the Study of War, International Crisis Group), selon un basculement au sein des industries de l'intelligence qui pouvait déjà s'observer aux États-Unis après 2001 et 2003. Le « que faire ? » nourrit des réflexions tournées vers l'opérationnel et la prospective, auxquelles contribuent abondamment les chercheuses et chercheurs¹². Les décideurs européens et américains s'en remettent de plus en plus aux produits élaborés dans le cadre des *think tanks* pour former leur décision, invitant de nombreux universitaires à endosser les deux ancrages institutionnels. Par exemple, l'enquête de terrain menée par l'équipe de Gilles Dorronsoro est restituée dans un article au sein du dossier « Révolutions et crises politiques au Maghreb et au Machrek » des *Actes de la recherche en sciences sociales*, trois ans après un rapport Carnegie [Baczko *et al.*, 2013, 2016], qui pousse les autorités françaises à vouloir discuter de ses conclusions. Plus généralement, la perte de sens des chancelleries, habituées à traiter avec des pouvoirs étatiques, multiplie les occasions de contact. Cette hybridité se retrouve dans l'émergence de nouveaux programmes acceptant pleinement cette ambivalence – travailler en chercheur pour produire en cadre expert. Une telle évolution dessine les contours d'un champ de recherche en devenir et n'est pas nécessairement l'indice de la mutation des structures de production savante¹³.

En effet, ces évolutions ne signifient pas pour autant que les règles des champs académiques soient bouleversées. Si les marques de distinction évoluent – y être allé par exemple –, elles demeurent objectivées dans les mêmes lieux, et les rituels de reconnaissance restent identiques. Ainsi, le grand rassemblement des études moyen-orientales (la conférence de la MESA aux États-Unis) laisse place à des tables-rondes qui se répondent

12. Lancement en France d'observatoires comme celui du Monde arabo-musulman et du Sahel lancé à la Fondation pour la recherche stratégique, financé par la DGRIS et produisant nombre d'études et de séminaires sur la Syrie. Dans le monde anglo-saxon, citons le « Syria Project » de l'Institute for the Study of War basé à Washington.

13. Dans le cas de Cairn par exemple, une relative stabilité s'observe concernant les articles consacrés à la Syrie : 24 articles en 2012, 26 en 2013, 23 en 2014, 27 en 2015, puis 35 en 2016, 31 en 2017, 35 en 2018, et à nouveau 23 en 2019.

d'une année sur l'autre, mettant, en 2013, sur le devant de la scène des grands noms des études syriennes, puis en 2014, leurs détracteurs. Un tel dialogue se retrouve aussi dans les modes de recrutement au sein des *think tanks*. Pour contrer ceux mis sur la touche après les difficultés américaines en Irak, certains centres recrutent ceux qui leur semblent à même de disposer des connaissances de terrain pour revenir en force dans la lutte propre à Washington.

Enfin, ces dynamiques au sein du monde académique affectent le *still researching* : de nouveaux objets, conséquences ou contre-champs du conflit, permettent la construction partagée de connaissances. Quantitativement, le nombre de productions académiques et de thèses portant sur la Syrie augmente de 2012 à 2016 avant de connaître un plafond et une légère décroissance¹⁴. Ce constat rappelle comment un thème s'impose avec quelques années de décalage (souvent entre l'année d'enrôlement et celle de dépôt qui confère seule la visibilité) et comment les crises au Moyen-Orient sont l'occasion de rattrapage pour mieux cerner les sujets d'actualité. Cette augmentation s'accompagne de la restructuration des objets d'intérêts, avec un accroissement des contributions consacrées à des acteurs devenus centraux *via* la guerre : la lutte des Kurdes pour la reconnaissance ou l'apparition de l'État islamique. L'un comme l'autre attirent le regard occidental – qui y voit l'allié idéal pour le premier, l'ennemi absolu pour le second – et impliquent d'être pensés à l'échelle du Moyen-Orient et pas seulement à une échelle syrienne [Roussel, 2014 ; Benhaim & Quesnay, 2016 ; Haenni & Quesnay, 2020 ; Caris & Reynolds, 2014]. Le déplacement des populations à cette échelle justifie par ailleurs l'essor de la thématique des migrations¹⁵. Ces nouveaux objets, suscitant l'intérêt médiatique, poussent à un réinvestissement des équipes de recherches, aptes à monter des programmes et à saisir des financements, tout particulièrement dans le cas des migrations¹⁶ et de l'islam politique [Dakhli, 2016]. Les dynamiques de destruction¹⁷, tant du monde matériel que du tissu social, aboutissent enfin à une montée en puissance des recherches (et recherches-actions) sur les domaines de la préservation, de la mémoire, du trauma, bref sur tout ce qui marque un monde en profonde décomposition. Les instituts étrangers dans la région, comme l'Ifpo, en partenariat avec les grandes agences internationales

14. Pour les thèses, l'étude par mots-clés sur Proquest (corrigé en excluant notamment les *Biblical et Assyrian Studies*) montre qu'un pic est atteint entre 2016 et 2018 (respectivement 1 747, 1 867 puis 1 908 thèses par an, contre 1 303 thèses en 2010). En 2019, le chiffre retombe à 1 539.

15. L'étude par mots-clés sur Cairn est à ce titre révélatrice : dans les productions sur la Syrie, les articles référencés avec le mot-clé « terrorisme » deviennent significatives à partir de 2013, ceux avec le mot « kurdes » en 2014, et ceux avec les termes « réfugiés » ou « études migratoires » à partir de 2015.

16. Voir le projet ANR Lajeh, 2016-2019.

17. Du point de vue international, l'État islamique se fait connaître par le saccage à l'explosif du site de Palmyre. Localement, la répression passe aussi par l'anéantissement des lieux célèbres comme le pont suspendu à Deir ez-Zor.

(l'Unesco principalement, où une bataille pour l'orientation politique reflète les luttes d'influence sur le terrain syrien, mais également l'Agence universitaire de la francophonie), mettent en œuvre les premiers programmes comme « Patrimoines en guerre autour de la Méditerranée » (2015-2017). L'intérêt est double : plaider pour une construction partagée des connaissances et une mise en réseau, en particulier à partir des pays voisins de la Syrie, et poser la question de l'échelle pertinente. Les interrogations sont donc d'autant plus multiples qu'un intérêt soutient l'entrée de nouveaux chercheurs et que le terrain semble se reconfigurer rapidement.

En guise de conclusion : sortir de la sidération

Autour de 2016-2017, le terrain, une fois encore, se modifie. À l'hiver, Alep tombe, et la reprise des zones de l'opposition s'accélère par la jonction des forces du régime et du partenaire russe. Ce qui jusque-là constituait un espace de recherche accessible se ferme à nouveau. Dans le même temps, une partie de celles et ceux qui ont longtemps travaillé sur le pays semblent sortir de la sidération pour réinvestir leur champ d'études premier. De nouveaux programmes sont alors portés par des spécialistes qui font un pas de côté par rapport à leur premier objet pour réfléchir sous un jour nouveau à ce qui se passe. Ce mouvement croisant les trajectoires personnelles et institutionnelles s'accompagne aussi de l'entrée en scène des diasporas syriennes qui intègrent les cursus de formation. De Florence (« Wartime and Post-Conflict in Syria Project ») à Paris, études syro-européennes et programmes co-construits permettent à la Syrie de recevoir de nouveaux éclairages. Dans le même temps, elle perd de son actualité première dans le champ des recherches sur le monde arabe, voire sur le Moyen-Orient. Elle cesse dès lors d'être « à la mode ».

L'article a montré comment un cadre spatio-national pouvait être interprété comme sous-champ d'étude, polarisé par des thématiques et investi par des recherches individuelles. Ce sous-champ reste conditionné dans son mode de fonctionnement par la temporalité différente entre dynamiques de terrain et mouvements institutionnels. Il faut toujours un peu de temps pour qu'une perturbation majeure affecte la manière dont elle est saisie par les spécialistes formés sur une question, mais en retour elle suscite souvent un accroissement de l'intérêt ponctuel de nouveaux entrants. Au-delà, le regard scientifique, forgé de plus en plus par la logique de projets ou de financements privés, privilégie des grilles de lecture sur un temps de trois à quatre ans, qui répondent elles-mêmes à des luttes entre le monde de la recherche et le monde décisionnaire.

Le *still researching* n'est donc pas le sacrifice d'une profession à son terrain, mais bien les permanents réajustements imposés par un régime disposant des capacités discursives et pratiques d'empêcher une certaine forme de recherche, et par un monde intellectuel structuré par des règles de dialogue, de financement et d'intérêt le poussant à un renouvellement en séquence.

Bibliographie

- AL-HAJ SALEH Yassin (2015), *Récits d'une Syrie oubliée. Sortir la mémoire des prisons*, trad. Marianne Babut & Nathalie Bontemps, Paris, Les prairies ordinaires [2012].
- AL-HAJ SALEH Yassin (2016), « L'écriture habitée. À propos de quelques caractéristiques de la nouvelle écriture syrienne », *Confluences Méditerranée*, n° 99, p. 161-176.
- ALJUNDI Ghias (2014), *Local Governance inside Syria, Challenges, Opportunities and Recommendations*, Londres, Institute for War & Peace Reporting.
- ALLAL Amin & PIERRET Thomas (dir.) (2013), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin.
- AUZANNEAU Matthieu (2015), *Or noir, la grande histoire du pétrole*, Paris, La Découverte.
- BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles & QUESNAY Arthur (2013), *Building a Syrian State in a Time of Civil War*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace.
- BACZKO Adam, DORRONSORO Gilles & QUESNAY Arthur (2016), « Le capital social révolutionnaire, l'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211/212, p. 24-35.
- BALANCHE Fabrice (2006), *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala.
- BALANCHE Fabrice (2014), « Communautarisme en Syrie. Lorsque le mythe devient réalité », *Confluences Méditerranée*, n° 89, p. 29-44.
- BATATU Hanna (1999), *Syria's Peasantry, the Descendants of Its Lesser Rural Notables, and Their Politics*, Princeton, Princeton University Press.
- BENHAIM Yohanan & QUESNAY Arthur (2016), « L'espace politique kurde dans le conflit syrien. Intégration régionale et polarisation partisane », *Confluences Méditerranée*, n° 98, p. 75-87.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia & FILLIEULE Olivier (dir.) (2002), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences po.
- BOËX Cécile (2014), *Cinéma et politique en Syrie. Écritures cinématographiques de la contestation en régime autoritaire, 1970-2010*, Paris, L'Harmattan.
- BOURDIEU Pierre (1984), *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit.
- BOZARSLAN Hamit (2015), *Révolution et état de violence. Moyen-Orient 2011-2015*, Paris, CNRS Éditions.
- BURGAT François & PAOLI Bruno (dir.) (2013), *Pas de printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise, 2011-2013*, Paris, La Découverte.
- CARIS Charles C. & REYNOLDS Samuel (2014), *Isis governance in Syria*, Washington, Institute for the Study of War.

- CATUSSE Myriam, HANAFI Sari & RAYMOND Candice (dir.) (2021), *Un miroir libanais des sciences sociales, acteurs, pratiques et disciplines*, Marseille, Diacritiques.
- CHESNOT Christian & MALBRUNOT Georges (2014), *Les chemins de Damas, le dossier noir de la relation franco-syrienne*, Paris, Robert Laffont.
- CHIFFOLEAU Sylvia (2006), « La Syrie au quotidien. Cultures et pratiques du changement. Présentation », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 115-116.
- CIMINO Matthieu (2015), « Une mobilité transfrontalière sous contrôle ? Le cas turco-syrien en temps de guerre (2011-2015) », *L'espace politique*, n° 27, disponible en ligne : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3613>.
- DAKHLI Leyla (2016), « L'islamologie est un sport de combat », *Revue du crieur*, n° 3, p. 4-17.
- DORRONSORO Gilles, BACZKO Adam & QUESNAY Arthur (2016), *Syrie, anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS Éditions.
- DUPRET Baudouin, GHAZZAL Zouhair, COURBAGE Youssef & AL-DBIYAT Mohammed (dir.) (2007), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Arles, Sindbad-Actes Sud.
- EL-SALEH Ali (2010), « La contribution du savoir local syrien au savoir historique globalisé. À la recherche de l'identité », in KIENLE Eberhard (dir.), *Les sciences sociales en voyage. L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur*, Paris & Aix-en-Provence, Karthala & Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans.
- FRANCE Pierre (2018), « Deux guerres lasses. "Champ faible", formes de narrations et temps long dans l'écriture des guerres civiles en Syrie et au Liban », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 25/1, p. 147-187.
- GLASMAN Frantz (2014), *Vie locale et concurrence de projets politiques dans les territoires sous contrôle de l'opposition, des djihadistes et des Kurdes en Syrie*, Paris, étude réalisée pour la délégation aux Affaires stratégiques.
- HAENNI Patrick & QUESNAY Arthur (2020), *Survivre à la disparition de l'État islamique. La stratégie de résilience du mouvement kurde syrien*, Fiesole, European University Institute.
- HANAFI Sari & ARVANITIS Rigas (2016), *Knowledge Production in the Arab World, The Impossible Promise*, Londres, Routledge.
- HEYDEMANN Steven (2002), « La question de la démocratie dans les travaux sur le monde arabe », *Critique internationale*, n° 17, p. 54-62.
- HEYDEMANN Steven & BOUYSSOU Rachel (2000), « D'Assad à Assad. La politique syrienne n'est pas un théâtre d'ombres », *Critique internationale*, n° 9, p. 36-43.
- HINNEBUSCH Raymond, ZINTL Tina, SALAMANDRA Christa & STENBERG Leif (dir.) (2015), *Syria from Reform to Revolt*, vol. 1 et 2, Syracuse & New York, Syracuse University Press.
- HINNEBUSCH Raymond & SAOULI Adham (dir.) (2019), *The War for Syria Regional and International Dimensions of the Syrian Uprising*, Londres, Routledge.
- KARABET Akram (2013), *Treize ans dans les prisons syriennes. Voyage vers l'inconnu*, trad. Nathalie Bontemps, Arles, Actes Sud.
- KARSH Efraim (1991), *Soviet Policy towards Syria since 1970*, Londres, Palgrave Macmillan.

- KIENLE Eberhard & SEALE Patrick (1994), *Contemporary Syria. Liberalization between Cold War and Cold Peace*, Londres & New York, British Academic Press.
- LANDIS Joshua (1997), « Nationalism and the Politics of Zama. The Collapse of Republican Syria, 1945-1949 », thèse de doctorat, Princeton University.
- LE CAISNE Garance (2017), *Opération César, au cœur de la machine de mort syrienne*, Paris, Librairie générale française [2015].
- LEENDERS Reinoud (2013), « 'Oh Buthaina, Oh Sha'ban—the Hawrani Is Not Hungry, We Want Freedom!' Revolutionary Framing and Mobilization at the Onset of the Syrian Uprising », in BEININ Joel & VAIREL Frédéric (dir.), *Social Movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford, Stanford University Press, p. 246-261.
- LESCH David (1992), *Syria and the United States. Eisenhower's Cold War in the Middle East*, Boulder, Westview Pres.
- LESCH David (2019), *Syria. A Modern History*, Cambridge, Polity Press.
- LITTELL Jonathan (2012), *Carnets de Homs. 16 janvier-2 février 2012*, Paris, Gallimard.
- MA'AZ Moshe (1995), *Syria and Israel. From War to Peacemaking*, Oxford, Clarendon Press.
- MARCUS George E. (1995), « Ethnography in/of the World System. The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, vol. 24, p. 95-117.
- MÉOUCHY Nadine, SLUGLETT Peter, KHOURY Gérard D. & SCHAD Geoffrey (2004), *The British and French Mandates in Comparative Perspectives*, Leiden & Boston, Brill.
- OULD MOHAMEDOU Mohammad-Mahmoud (2022), « Al-Qaïda, l'État islamique et la transformation de la violence politique post-moderne », in BURGAT François & REY Matthieu (dir.), *Histoire des mobilisations islamistes (XIX^e-XXI^e siècles)*, Paris, CNRS Éditions, p. 377-390.
- NEEP Daniel (2012), *Occupying Syria under the French Mandate. Insurgency, Space and State Formation*, Cambridge, Cambridge University Press.
- PERTHES Volker (1997), *The Political Economy of Syria under Asad*, London & New York, Tauris.
- PICARD Élisabeth (2005), « Syrie. La coalition autoritaire fait de la résistance », *Politique étrangère*, vol. 70, n° 4, p. 757-768.
- PICARD Élisabeth (2016), *Liban-Syrie, intimes étrangers. Un siècle d'interactions sociopolitiques*, Arles, Sindbad-Actes Sud.
- PIERRET Thomas (2011), *Baas et Islam en Syrie. La dynastie Assad face aux Oulémas*, Paris, Puf.
- PIERRET Thomas (2022), « Les paradoxes d'un contexte autoritaire fermé. Retour sur une enquête de terrain dans la Syrie des années 2000 », in ALDRIN Philippe, FOURNIER Pierre, GEISSER Vincent & MIRMAN Yves, *Lenquête en danger. Vers un nouveau régime de surveillance dans les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, 2022, p. 342-359.
- RANDALL Collin & TRUC Gêrôme (2010), « La violence en situations. Entretien avec Randall Collins », *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 19, p. 239-255.
- RAYMOND Candice (2013), *Réécrire l'histoire au Liban. Une génération d'historiens face à la période ottomane, de la fin des années 1960 à nos jours*, thèse de doctorat sous la direction de Hamit Bozarslan & Henry Laurens, Paris, EHESS.

- REILLY James A. (2019), *Fragile Nation, Shattered Land. The Modern History of Syria*, Londres, Tauris.
- REY Matthieu & RUIZ DE ELVIRA Laura (2020), « Luites de sens, cadrages et grammaire lexicale en contexte révolutionnaire. Le cas de la Syrie (2011-2012) », *Cultures & conflits*, n° 117, p. 11-33.
- REY Matthieu (2013), *Le parlementarisme en Irak et en Syrie, entre 1946 et 1963. Un temps de pluralisme au Moyen-Orient*, thèse de doctorat en histoire sous la direction de Hamit Bozarslan & Henry Laurens, Paris, EHESS.
- REY Matthieu (2015), « Asia facing the Syrian crisis », Séoul, KAMES Conference.
- REY Matthieu (2018), *Histoire de la Syrie. XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, Fayard, vol. 1.
- ROUSSEL Cyril (2014), « Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava. Rêve éphémère ou espoir durable ? », *Maghreb-Machrek*, n° 222, p. 75-97.
- RUIZ DE ELVIRA Laura (2019), *Vers la fin du contrat social en Syrie. Associations de bienfaisance et redéploiement de l'État, 2000-2011*, Paris, Karthala & IISMM.
- SEALE Patrick (1965), *The Struggle for Syria. A Study of Post-war Arab Politics 1945-1958*, Londres, Oxford University Press.
- SEALE Patrick (1989), *Asad of Syria. The Struggle for the Middle East*, Berkeley, University of California Press.
- SEURAT Michel (2012), « Terrorisme d'État, terrorisme contre l'État. Le cas syrien », in *Syrie, l'État de barbarie*, Paris, Puf, p. 35-50 [1989].
- TANNOUS Manon-Nour (2014), « Geneva II. Dealing with the Devil », *Singapore Middle East Papers*, vol. 6, n° 3.
- TANNOUS Manon-Nour (2017), *Chirac, Assad et les autres, les relations franco-syriennes depuis 1946*, Paris, Puf.
- TANNOUS Manon-Nour (2018), « Une diplomatie de parlementaires. Typologie des élus français en voyage à Damas (2015-2017) », in Gilles ROUET & Radovan GURA (dir.), *Diplomatie plurielle. Acteurs et enjeux*, Paris, L'Harmattan, p. 67-88.
- TANNOUS Manon-Nour (2020), « Le jeu des puissances régionales et internationales dans le conflit syrien », in Bertrand BADIE & Dominique VIDAL (dir.), *Le Moyen-Orient et le monde. L'état du monde 2021*, Paris, La Découverte, p. 193-199.
- VAISSÉ Justin (2008), *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis. Le triomphe de l'idéologie*, Paris, Odile Jacob.
- VALTER Stéphane (2002), *La construction nationale syrienne. Légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique*, Paris, CNRS Éditions.
- VALTER Stéphane (2014), « The Syrian War. Religious & Political Representations », *Syria Studies*, vol. 6, n° 3, p. 1-36.
- YAZBEK Samar (2012), *Feux croisés. Journal de la révolution syrienne*, Paris, Buchet-Chastel.
- ZAHLAN Rosemarie Said (2009), *Palestine and the Gulf States. The Presence at the Table*, Londres, Routledge, p. 11-12.